



« En Suisse, nous avons la chance de pouvoir mettre des thérapies novatrices à la portée de tous ceux qui en ont besoin », constate Sabine Bruckner, directrice de Pfizer Suisse, ici à Zurich.

« En Suisse, on craint parfois les contacts »

La directrice de Pfizer Suisse, Sabine Bruckner, souhaiterait voir les autorités sanitaires consulter davantage la branche pharmaceutique, notamment sur les moyens d'encourager la vaccination. *Guido Barsuglia, Stefan Sonderegger*

Madame Bruckner, le vaccin contre le coronavirus propulsera-t-il Pfizer au premier rang mondial des entreprises pharmaceutiques en termes de chiffre d'affaires en 2021 ?

Pfizer fait depuis toujours partie des plus grandes sociétés du secteur biopharmaceutique. Nous figurions déjà dans le trio de tête en 2020 en termes de chiffre d'affaires.

Votre groupe a mis le vaccin au point avec la jeune pousse allemande Biontech. Comment s'est déroulée cette collaboration ?

C'est une réussite à tous les égards : Pfizer a apporté son savoir-faire comme fabricant de vaccins reconnu, et Biontech ses excellentes connaissances dans la recherche sur les technologies à base d'ARN messager (ARNm). Notre collaboration avec cette entreprise date d'ailleurs de 2018. Il était initialement prévu de développer un vaccin à ARNm contre la grippe, mais la conception d'un vaccin contre le coronavirus est devenue une priorité en raison de l'éclatement de la pandémie de Covid-19.

Quels sont les liens entre Pfizer, Biontech et la technologie à ARNm ?

Le développement du vaccin contre le coronavirus devait être rapide. Avec Biontech, nous nous sommes donc attelés à la tâche avant même de régler contractuellement toutes les modalités de notre collaboration.

Pfizer ne fait pas de recherche en Suisse. Que font vos 200 collaborateurs ?

Ils s'occupent des autorisations, des essais cliniques ainsi que du remboursement et de la distribution de nos médicaments en Suisse. Nous ne sommes certes pas actifs dans la recherche

fondamentale dans le pays, mais nous collaborons avec diverses universités suisses, par exemple pour réaliser des essais cliniques. Nous soutenons également la recherche fondamentale, notamment en octroyant chaque année le Prix Pfizer de la recherche depuis plus de 30 ans.

Le marché pharmaceutique est très réglementé. Dans quel domaine appelez-vous à davantage de liberté ?

Il est important que le marché pharmaceutique soit réglementé. Il en va de la sécurité des patients. Je souhaiterais néanmoins que les autorités sanitaires consultent davantage les acteurs du secteur. En Suisse, on craint parfois les contacts entre le monde politique, la Confédération et l'industrie pharmaceutique. Nous pourrions par exemple apporter notre pierre aux campagnes visant à encourager la vaccination ou la mise au point de solutions numériques en santé publique, sans que cela compromette l'indépendance des pouvoirs publics.

Comment le Conseil fédéral pourrait-il encourager la population à se faire vacciner ?

Une partie de la population suisse est vaccinoseptique. Dans ce contexte, je suis convaincue

Sabine Bruckner et Pfizer

Sabine Bruckner (52 ans) dirige Pfizer Suisse depuis février 2020. Économiste d'origine autrichienne, elle avait auparavant occupé diverses fonctions au sein de l'entreprise, notamment au Japon dans le domaine de l'immunologie et en Suisse comme membre de la direction générale chargée des finances.

Le groupe pharmaceutique américain a réalisé un chiffre d'affaires de 42 milliards de dollars en 2020. Pour 2021, il prévoit que le vaccin contre le coronavirus génère à lui seul des recettes de 34 milliards de dollars. L'entreprise emploie 78 500 collaborateurs dans le monde, dont environ 220 en Suisse.

qu'il est primordial de sensibiliser l'opinion publique en collaboration avec les organisations de patients, les milieux médicaux et les établissements de soins de santé, afin de rendre la population plus consciente de l'importance des vaccins. Nous devons notamment répondre aux questions suivantes: qu'implique une infection au Covid-19? Quels risques nous fait courir cette maladie? Comment crée-t-on des vaccins? La confiance augmente à mesure que l'on fournit des informations sérieuses.

On reproche aux entreprises pharmaceutiques de réaliser aujourd'hui des bénéfices avec l'ARNm, une technologie développée durant des années grâce à des fonds publics. Que répondez-vous?

L'industrie pharmaceutique a elle aussi investi un capital-risque conséquent pendant des années pour favoriser l'émergence de cette technologie. Par ailleurs, les jeunes pousses ne peuvent souvent pas réaliser d'essais cliniques sans l'appui d'une grande entreprise, ou pas

aussi rapidement. Nous leur apportons un savoir-faire, les infrastructures nécessaires et du capital-risque. Il faut savoir que les essais cliniques sont très coûteux.

« Les employés hautement qualifiés sont chers dans le monde entier. »

Ces dernières années, le coût de médicaments par habitant a pris l'ascenseur en Suisse. Pourquoi?

Le volume de médicaments vendus par habitant progresse: d'une part, nous devenons plus âgés; d'autre part, la mise au point de nouveaux produits – par exemple contre le cancer ou les maladies auto-immunes – contribue également à cette évolution. Toujours plus de maladies peuvent être traitées par voie médicamenteuse.

Il est aujourd'hui de plus en plus courant que l'industrie pharmaceutique et les pouvoirs publics négocient les prix de manière confidentielle. La comparaison avec les prix pratiqués à l'étranger a-t-elle fait son temps?

Non. Grâce à cette comparaison, les prix de 300 médicaments ont diminué cette année de 10 % en moyenne en Suisse. Mais lorsqu'il n'existe pas de référence à l'étranger pour un nouveau

médicament, il nous faut définir le prix sur la base d'autres critères. Dans ces cas, on attribue en Suisse davantage d'importance à la comparaison thérapeutique (ndlr: c'est-à-dire la comparaison avec d'autres médicaments utilisés pour traiter la même maladie).

Quelle est selon vous l'importance de Swiss-medic, l'autorité de surveillance des produits thérapeutiques?

Pour l'autorisation de notre vaccin, la collaboration entre Pfizer et Swissmedic a été très bonne et très étroite, ce qui montre que cet organisme peut admettre rapidement des thérapies novatrices. J'aimerais cependant que Swissmedic s'aligne davantage sur l'Agence européenne des médicaments ou sur d'autres organismes d'autorisation s'agissant des délais habituels d'autorisation des médicaments.

Ne serait-il pas plus simple d'avoir une seule agence mondiale d'autorisation des médicaments?

Pour la population, il est important qu'il existe des agences nationales d'autorisation des médicaments, qui sont indépendantes et qui vérifient nos produits. La confiance des patients dans nos médicaments s'en trouve renforcée.

Où le marché pharmaceutique suisse est-il selon vous perfectible?

Dans le remboursement des médicaments autorisés: en Suisse, il faut parfois attendre deux ans pour qu'un médicament soit inscrit sur la liste de l'assurance de base. Dans d'autres pays, les médicaments sont remboursés dès le moment où ils sont autorisés. L'Allemagne fixe par exemple un prix provisoire puis négocie le prix définitif.

Quelle est l'importance des brevets?

Ils sont indispensables à la recherche: cette protection est un moteur de l'innovation, car elle garantit aux entreprises et à leurs partenaires un retour sur investissement. Si on la supprimait, de nombreuses entreprises seraient réticentes à prendre des risques. Une multitude de petites sociétés biotechnologiques innovantes sont tributaires des fonds que les investisseurs mettent à disposition.

Les pays pauvres demandent de suspendre les brevets pour qu'il y ait suffisamment de vaccins à disposition dans le monde entier. Qu'en pensez-vous ?

Plutôt que lever cette protection, nous devons axer nos efforts sur la production et la distribution des vaccins. À cet égard, Pfizer collabore notamment avec l'alliance internationale «Facilité Covax» et avec la Fondation Bill et Melinda Gates. Nous avons par ailleurs donné des doses de vaccin et conclu des accords de coopération avec des fabricants locaux pour les marchés africain et latino-américain.

Il n'en reste pas moins que l'accès aux vaccins est actuellement insatisfaisant dans le monde, selon Facilité Covax.

Nous défendons depuis toujours le principe de l'accès juste et équitable à notre vaccin. Nous trouverons des solutions pour le fournir à un nombre toujours plus élevé de personnes. On oublie cependant souvent les importants coûts logistiques de la distribution de vaccins : le nôtre doit ainsi être transporté et stocké entre -90°C et -60°C, un défi dans des pays aux infrastructures parfois déficientes. Une pénurie de personnel spécialisé se fait en outre sentir dans bien des régions pour pouvoir mener des campagnes de vaccination à grande échelle.

Les pays en développement avancent justement que les vaccins brevetés sont trop chers.

Pour que tous les pays aient accès à notre vaccin contre la Covid-19, il faut en produire non seulement en quantité suffisante, mais également à un prix abordable. C'est pour cette raison que nous appliquons un modèle de prix échelonnés : le directeur général de Pfizer, Albert Bourla, a dit un jour que notre vaccin devait coûter l'équivalent du prix d'un repas dans chaque pays.

Contrairement à d'autres pays, la Suisse ne limite pas les frais de traitement ou de médicament. Combien la société doit-elle payer pour une année de vie ?

C'est une question éthique. En Suisse, nous avons la chance de pouvoir mettre des thérapies novatrices à la portée de tous ceux qui en ont besoin. Nous avons pour l'instant la chance de ne pas avoir à aborder cette question.

Quelles conditions la Suisse doit-elle garantir pour rester un pôle pharmaceutique dans 30 ans ?

La politique économique est déterminante : il faut une législation favorable à l'innovation, une fiscalité attractive pour les entreprises, de bonnes infrastructures et des formations



universitaires de qualité. Il s'agit en outre de garantir l'accès à l'Union européenne, notamment à des programmes de recherche internationaux comme Horizon Europe actuellement.

Le niveau élevé des salaires constitue-t-il un handicap ?

Les employés hautement qualifiés sont chers dans le monde entier. Les conditions-cadres sont bien plus déterminantes.

En quoi le marché pharmaceutique suisse se distingue-t-il de celui des États-Unis, pays d'origine de Pfizer ?

Les différences sont énormes, la principale étant que tous les habitants de Suisse ont accès à un système de santé de très bonne qualité grâce une assurance de base dont le financement repose sur le principe de la solidarité. Ce n'est pas le cas aux États-Unis.

Comment décririez-vous la Suisse pharmaceutique en trois mots ?

Novatrice, importante sur le plan international, mais aussi traditionaliste.

Pourquoi traditionaliste ?

La Suisse est en retard dans certains domaines comme la numérisation du secteur de la santé. Contrairement à d'autres pays, ses différentes

bases de données de santé – hôpitaux, cabinets médicaux et caisses-maladie – ne sont pratiquement pas connectées. La pierre angulaire d'un tel écosystème de données serait le dossier médical électronique, qui n'en est encore qu'à ses balbutiements en Suisse. Selon une étude de

la Fondation Bertelsmann, des pays comme le Canada et le Danemark font particulièrement bonne figure dans ce domaine.

Quelle serait l'utilité de cette mise en réseau numérique pour la pharma ?

La médecine a toujours progressé grâce à l'échange de données : les médecins partagent les observations qu'ils font sur le terrain. Aujourd'hui, nous disposerions d'un énorme

volume de données issues du monde réel pour compléter les résultats des essais cliniques. Israël nous a par exemple régulièrement fourni des données agrégées tirées de sa campagne nationale de vaccination, ce qui nous a permis d'obtenir d'importants résultats supplémentaires, notamment sur des effets secondaires très rares ou sur la durée de la protection conférée par le vaccin en fonction de l'âge. Et ce alors que nous avons déjà réalisé des essais cliniques sur 43 000 personnes.

La question de la protection des données sur ce sujet est sensible en Suisse.

Ces craintes sont compréhensibles, mais qu'on se rassure : l'industrie et la science n'ont pas besoin des données personnelles des patients, les métadonnées suffisent. L'État dispose de suffisamment de compétences pour garantir l'anonymat : les services des impôts gèrent eux aussi des données sensibles, dont on tire des informations agrégées comme le revenu moyen.

Les données sont également intéressantes pour les géants technologiques comme Google et Apple.

Nous gérons souvent nos données personnelles de manière quelque peu paradoxale : nous en transmettons tous azimuts aux applications santé installées sur nos téléphones, sans même nous demander comment et où elles seront stockées. Mais quand il s'agit de fournir des données pour développer le secteur de la santé, la méfiance l'emporte. Un cadre légal constructif et transparent constituerait un premier pas important et selon moi nécessaire.

Pfizer mène également des recherches sur les antibiotiques de nouvelle génération, un domaine peu rentable. Pourquoi ?

Les résistances aux antibiotiques pourraient être à l'origine de la prochaine crise sanitaire mondiale. Aujourd'hui déjà, pas moins de 700 000 personnes meurent chaque année des suites d'une résistance aux antibiotiques. Il est donc important que nous continuions à nous engager fortement dans ce domaine.

Entretien : Guido Barsuglia et Stefan Sonderegger, rédaction de « La Vie économique ».

« Les résistances aux antibiotiques pourraient être à l'origine de la prochaine crise sanitaire mondiale. »